

.....

Avis n°15-54389 publié le 10/04/2015

Référence de TED :

[2015/S 073-128387](#) - annonce diffusée le 15 avril 2015

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur

<http://www.boamp.fr/avis/detail/15-54389/officiel>

Département(s) de publication : **32**

Annonce No **15-54389**

---

[I.](#) [II.](#) [III.](#) [IV.](#) [VI.](#)

Avis de marché

Travaux

Directive 2004/18/CE.

Section I : Pouvoir adjudicateur

I.1) Nom, adresses et point(s) de contact :

SYNDICAT MIXTE GERS NUMERIQUE, 81 route de Pessan B.P. 50546, à l'attention de GENDRE Bernard, Président, F-32021 Auch. Tél. (+33) 5 31 00 46 90. E-mail :

[contact@gersnumerique.fr](mailto:contact@gersnumerique.fr) . Fax (+33) 5 31 00 46 91.

*Code d'identification national : 20003927900019.*

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

Syndicat Mixte Gers Numérique, 81 route de Pessan, B.P. 50546 Cedex 9, F-32021 Auch. Tél. (+33) 5 31 00 46 90. E-mail : [contact@gersnumerique.fr](mailto:contact@gersnumerique.fr) .

Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaire (y compris les documents relatifs à un dialogue compétitif et à un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus :

auprès du ou des points de contact susmentionnés

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées :

Syndicat Mixte Gers Numérique, 81 route de Pessan, B.P. 50546 Cedex 9, F-32021 Auch.

I.2) Type de pouvoir adjudicateur :

Organisme de droit public.

I.3) Activité principale :

Services généraux des administrations publiques.

I.4) Attribution de marché pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs :

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : non.

## Section II : Objet du marché

II.1) Description

II.1.1) Intitulé attribué au contrat par le pouvoir adjudicateur :

conception, Réalisation, Exploitation, Maintenance du réseau de communication électronique gersois à THD.

II.1.2) Type de marché et lieu d'exécution, de livraison ou de prestation :

Travaux.

Conception et exécution.

Code NUTS FR624.

II.1.3) Information sur le marché public, l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique :

L'avis concerne un marché public

II.1.4) Information sur l'accord-cadre :

II.1.5) Description succincte du marché ou de l'acquisition/des acquisitions :

le Syndicat Gers Numérique initie la mise en oeuvre du déploiement de la fibre optique à l'abonné (Habitations, locaux d'entreprises, autres locaux de sites dits prioritaires) prévu dans le Schéma Directeur Territorial d'aménagement Numérique du Gers ainsi que dans le dossier présenté au Comité de concertation France THD. Il s'agit d'un marché global de travaux, associant Conception, Réalisation, Exploitation et Maintenance, et comportant 2 tranches conditionnelles, au sens des art. 37, 72 et 73 du CMP compte tenu, d'une part, des motifs techniques justifiant d'associer les prestations de conception et de réalisation et, d'autre part, des engagements de performance mesurables justifiant d'associer les prestations d'exploitation et de maintenance aux prestations précitées. Les grandes orientations des engagements de performance (qui seront expressément décrits dans le programme technique et fonctionnel de l'opération) et les principales caractéristiques du marché sont présentés dans la notice descriptive ci-jointe.

Le marché, d'une durée de 8 ans à compter de sa date de notification, comprend 1 Tranche Ferme (Tf) et 2 Tranches Conditionnelles (Tc). Le démarrage prévisionnel du marché est prévu en novembre 2015. La durée des 2 TC est de 7 ans.

cf. planning intégré dans la notice descriptive ci-jointe pour plus de détails. En termes de passation, il est prévu que le DCE (règlement de consultation fixant les modalités de remise des offres et des prestations, pièces constitutives du marché et programme technique et fonctionnel de l'opération) soit envoyé aux candidats agréés, après analyse et sélection de leur candidature, en mai 2015 pour une remise des offres et des prestations courant octobre 2015.

II.1.6) Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) :

45231600, 32424000, 32562000, 45314300.

II.1.7) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP) :

Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : Oui

II.1.8) Lots :

Division en lots : Non.

II.1.9) Variantes :

Des variantes seront prises en considération : oui.

II.2) Quantité ou étendue du marché

II.2.1) Quantité ou étendue globale :

la tranche ferme (Tf) comprend la Conception, la Réalisation, l'exploitation et la Maintenance (Crem) des infrastructures publiques décrites dans la notice, soit la desserte :

- en FttH de 26 communes, totalisant environ 34 500 prises
- en Ftte de 6 sites stratégiques prioritaires et de 2 zones d'activités situées hors zones FTTH publiques et privées.

La Tranche conditionnelle (Tc) no1 comprend la CREM de 9 000 prises FTTH supplémentaires, situées sur des communes en périphérie des communes de la TF.

La TC no2 concerne la CREM des raccordements finaux d'abonnés (à savoir entre le point de branchement situé sur le domaine public et le logement/les locaux de l'abonné) pour un volume maximum de 18 000 raccordements. La durée et le phasage de la TC sont précisées dans la notice.

L'Enveloppe qui sera affectée aux travaux de la TF est estimée à ce stade à 52,6 M euros la TC no 1 est estimée pour sa partie travaux à 13,2 M euros la TC no2 est estimée pour sa partie travaux à 9 M euros.

## II.2.2) Informations sur les options :

## II.2.3) Reconduction :

## II.3) Durée du marché ou délai d'exécution :

Durée en mois : 96 (à compter de la date d'attribution du marché).

## Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

### III.1) CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

#### III.1.1) Cautionnement et garanties exigés :

Une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur les acomptes concernant la réalisation des travaux, qui pourra être remplacée par une garantie à 1ère demande ou une caution personnelle et solidaire. Si le titulaire demande le bénéfice de l'avance forfaitaire, il devra constituer une garantie à 1ère demande, également remplaçable par une caution personnelle et solidaire.

#### III.1.2) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Opération financée par emprunts et subventions. Subventions attendues : Europe, Etat (Fond national pour la Société Numérique), Région, Département et EPCI du Gers.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur de la Paierie Départementale du Gers.

Le délai de paiement sera de 30 jours maximum à réception de la facture.

le taux des intérêts moratoires est défini à l'article 98 du Cmp.

Le retard de paiement donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par décret.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification. une avance forfaitaire sera proposée au titulaire du marché, qui pourra la refuser.

### III.1.3) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Le marché sera conclu soit avec un candidat unique assurant l'ensemble des prestations, soit avec un groupement conjoint, soit avec un groupement solidaire. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire de ses cotraitants.

il est souhaité, dans le cadre d'un groupement constitué, que le mandataire soit l'opérateur.

enfin les candidats se présentant seuls (hors groupement) et les mandataires des groupements ne pourront pas être présent au titre de plusieurs candidatures.

### III.1.4) Autres conditions particulières :

L'exécution du marché est soumise à des conditions particulières : oui.

Le titulaire réalisera ses prestations, notamment de conception et réalisation, dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur et plus particulièrement à la date de l'envoi du présent avis, de la décision de l'arcep no10-1312 du 14 décembre 2010 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses ainsi que du recueil de spécifications fonctionnelles et techniques sur les réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses publié par le Comité d'experts fibre optique.

le marché intégrera une clause d'insertion sociale au sens de l'art.14 du CMP.

## III.2) CONDITIONS DE PARTICIPATION

### III.2.1) Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession :

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :  
renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- une lettre de candidature
- un extrait Kbis de moins de 3 mois, (et pour chaque cotraitant en cas de groupement),
- une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat (et par chaque cotraitant en cas de groupement), indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du CMP concernant les interdictions de soumissionner ;
- la copie du ou des jugements prononcés, si le candidat (ou chaque cotraitant en cas de groupement) est en redressement judiciaire ;
- le justificatif du statut d'opérateur au sens de l'article L33-1 du Code des postes et communications électroniques (ce justificatif sera à fournir par le candidat seul ou par un membre de l'équipe en cas de groupement et ce au plus tard dans un délai d'un mois suivant l'attribution du marché) ;
- une adresse courriel valide, conformément au décret 2011-144 du 2/02/ 2011 relatif à l'envoi d'une lettre recommandée par courrier électronique pour la conclusion ou l'exécution d'un contrat, afin que le Syndicat Gers Numérique puisse correspondre avec le candidat, et notamment l'informer par voie électronique si sa candidature ou offre a été rejetée ou retenue. Pour les candidats ayant téléchargé la notice descriptive de façon identifiée ou déposé une candidature électronique, l'adresse courriel utilisée sera celle de leur retrait ou de leur dépôt.

### III.2.2) Capacité économique et financière :

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :  
renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- déclaration concernant le Chiffre d'affaires (Ca) global et CA concernant des prestations similaires à celles objets du présent marché au cours des 3 derniers exercices clos ;
- bilans et comptes de résultat pour les 3 derniers exercices clos du candidat ;
- présentation du candidat ou du groupement : description détaillée de l'entreprise candidate et localisation de ses installations, comprenant notamment la forme juridique, le montant et la composition du capital social, une description des principales activités, les moyens en personnels et en matériels. Si le candidat appartient à un groupe, il fournira également une présentation du groupe, de ses activités et de son actionnariat.

les sociétés nouvellement créées communiqueront les documents disponibles relatifs à l'exercice ou aux exercices réalisés. Les sociétés se prévalant de l'appartenance à un groupe produiront également les comptes consolidés dudit groupe sur les 3 derniers exercices. En cas de groupement, ces justificatifs seront fournis par chaque membre du groupement.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) : ca annuel minimum relatif aux prestations objet du présent marché : 10 M euros.

### III.2.3) Capacité technique :

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :  
présenter et justifier des compétences suivantes :

Coordination générale :

- 1 chef de projet + 1 référent par entreprise co/sous-traitante,
- d'experts pour la conduite de projet, réglementation FTTH, technicité fibre optique, commercialisation des infrastructures

équipe de maîtrise d'oeuvre :

- un bureau d'études suffisamment dimensionné par rapport à l'objet du marché composé d'ingénieurs, de techniciens et de dessinateurs projeteurs, chargé de la conception et du suivi des travaux de réseaux de communications électroniques passifs en fibre optique de type Fttx,

Équipes de travaux et de maintenance :

- des équipes de terrassement traditionnel (nombre à préciser), chacune équipée de matériels de compactage, de pelles hydrauliques et de camions bibennes, et des équipes de pose de fibre optique (nombre à préciser), chacune équipée de matériels de génie civil (matériel de compactage, trancheuses, foreuses, camions, VL d'aiguillage et de déroulement de câble?)
- des équipes de pose de fibre optique (nombre à préciser composées de chefs d'équipes, de câbleurs et de soudeurs et dotées de moyens matériels adaptés (porte tourets, soudeuses, réflectomètres...))

- d'une équipe de maintenance organisée pour prendre en charge les pannes (accueil, gestion et suivi des signalisations, personnels d'intervention dédiés)

équipes Exploitation technique et commerciale :

- 1 chef de projet, assurant la coordination des équipes dédiées à l'exploitation technique et à l'assistance au Syndicat Mixte pour l'exploitation commerciale
- équipes dédiées spécialisées et expérimentées dans la mise en oeuvre et la gestion de systèmes d'informations associés aux infrastructures de communications électroniques pour les mettre à disposition d'opérateurs commerciaux et dans la supervision d'infrastructures passives.

III.2.4) Informations sur les marchés réservés :

III.3) Conditions propres aux marchés de services

III.3.1) Information relative à la profession :

III.3.2) Membres du personnel responsables de l'exécution du service

## Section IV : Procédure

IV.1) TYPE DE PROCÉDURE

IV.1.1) Type de procédure :

Restreinte.

IV.1.2) Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer :

Nombre minimal envisagé : 5. Nombre maximal : 6.



Critères objectifs de limitation du nombre de candidats : les candidatures seront sélectionnées sur la base de leur capacité juridique, de leur capacité technique (compétences) et professionnelle (références) ainsi que sur les garanties financières apportées compte tenu des investissements importants à prévoir en matière de travaux. Conformément aux dispositions de l'article 52 I du CMP, les candidats ne disposant pas de références de même nature que celle relevant de l'objet du marché ne seront pas écartés. Quel que soit le nombre de candidatures reçues, il est précisé qu'un candidat ne pourra pas être agréé s'il est considéré qu'il ne dispose pas d'un niveau de capacité suffisant sur un plan financier et/ou technique et/ou professionnel. Après examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur procèdera au classement des candidats et agréera les candidats sur avis du Jury.

Les critères de sélection des candidatures sont ainsi pondérés :- capacité technique et professionnelle : notée sur 70, avec la pondération suivante : 40% pour les moyens humains ; 20% pour les moyens techniques ; 40% pour la qualité des 3 références fournies et sélectionnées par le candidat par rapport à l'objet du marché ;  
- capacité économique et financière : notée sur 30, avec la pondération suivante : 20% pour la partie conception/maîtrise d'oeuvre, 60% pour la partie travaux et 20% pour la partie exploitation / maintenance.

#### IV.1.3) Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue :

Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des solutions à discuter ou des offres à négocier : non.

#### IV.2) CRITÈRES D'ATTRIBUTION

##### IV.2.1) Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges, dans l'invitation à soumissionner ou à négocier ou encore dans le document descriptif.

##### IV.2.2) Enchère électronique :

Une enchère électronique sera effectuée : non.

#### IV.3) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

##### IV.3.1) Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur :

2015-FTTH-CREM.

##### IV.3.2) Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché :

Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché : Non.

##### IV.3.3) Conditions d'obtention du cahier des charges et de documents complémentaires ou du document descriptif :

Date limite pour la réception des demandes de documents ou pour l'accès aux documents :  
22 mai 2015 - 16:00.

Documents payants : non.

##### IV.3.4) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation :

22 mai 2015 - 17:00.

##### IV.3.5) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés :



IV.3.6) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

Langue(s) officielle(s) de l'UE : français.

IV.3.7) Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :

IV.3.8) Modalités d'ouverture des offres :

## Section VI : Renseignements complémentaires

VI.1) RENOUELEMENT :

Il s'agit d'un marché renouvelable : non.

VI.2) INFORMATION SUR LES FONDS DE L'UNION EUROPÉENNE :

Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne :  
oui.

Référence(s) utile(s) du projet / programme :

feder axe 3 - réduire la fracture et favoriser la transition numérique

feader Mesure 7.3.1.

VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES :

Retrouvez cet avis intégral, l'accès au dossier et le guichet de dépôt sur <http://www.marches-publics.info>

Procédure : Autres, Conception, Réalisation, Exploitation et Maintenance - art 73 Cmp

Marché à tranches conditionnelles

commentaires sur la forme du marché : 2 Tc

Unité monétaire utilisée, l'euro.pour justifier de leurs capacités techniques et professionnelles, les candidats doivent également fournir :

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années ;
- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- une sélection, à l'aide du tableau à compléter tel que fourni en annexe de l'avis, de 3 références significatives et pertinentes (travaux d'infrastructures exécutés en conception-réalisation avec, le cas échéant, des prestations d'exploitation et ou maintenance) de prestations exécutées auprès de collectivités locales ou toute autre personne publique ou privée au cours des 5 dernières années, en indiquant le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux. Si le candidat n'est pas en mesure de fournir ces références, il remettra tout document permettant de démontrer qu'il dispose des capacités professionnelles attendues.
- la justification par tout moyen que le candidat dispose des compétences techniques attendues (coordination générale, maîtrise d'oeuvre/concepteur, constructeur, maintenance, exploitation) via notamment la fourniture de certificats de qualification professionnelle et/ou références générales récentes propres à chacun de ces domaines ;
- toutes pièces que le candidat jugera utile à l'appui de sa candidature.

informations relatives aux critères d'attribution des offres :

Des études d'avant-projet seront demandées dans le cadre des remises des offres. Le contenu des prestations à remettre sera précisé dans le Règlement de Consultation (Rc) adressé aux candidats sélectionnés. Les candidats admis à déposer une offre recevront ainsi, sous réserve des dispositions prévues au RC et après décision du pouvoir adjudicateur, une indemnité d'un montant maximal de 25 000 euros (H.T.) pour les études d'avant-projet à remettre. La rémunération du titulaire retenu tiendra compte de l'indemnité reçue.

le jury pourra estimer que des prestations sont incomplètes ou ne répondent pas en tout ou partie au programme et aux exigences du cahier des charges. Dans ce cas, les primes pourront être réduites ou supprimées en fonction de la qualité de la prestation remise sur décision du pouvoir adjudicateur.

composition du jury : 6 élus du Syndicat Gers Numérique et de 3 maîtres d'oeuvre qualifiés dans le domaine des communications électroniques.

après remise de leur offre et de leurs prestations, les candidats sélectionnés seront auditionnés par le jury.

après avis motivé du jury, le pouvoir adjudicateur désignera l'attributaire du marché en fonction des critères suivants, qui seront précisés, développés, priorisés et pondérés dans le rc :

- qualité et clarté de l'avant-projet remis
- engagements de performance du candidat établis en conformité avec les objectifs fixés
- moyens mobilisés et organisation méthodologique définis dans l'avant-projet, permettant d'atteindre les engagements de performance pris
- compatibilité de l'offre aux prescriptions techniques et fonctionnelles du programme
- compatibilité de l'estimation du coût des travaux avec la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le Syndicat Gers Numérique

## VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

### VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Pau, 50 Cours Lyautey, Villa Noulibos B.P. 543, F-64010 Pau. E-mail : [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr) . Tél. (+33) 5 59 84 94 40. Fax (+33) 5 59 02 49 93.

### VI.4.2) Introduction des recours :

### VI.4.3) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Pau, adresse et coordonnées sus-citées, F-64010 Pau.

### VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS :

9 avril 2015.